

unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 31/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BJ 75**

Parc d'Activités La Lande de Saint Jean  
35600 SAINTE MARIE

Références : UD/2024-58  
Code AIOT : 0005517720

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement BJ 75 implanté Parc d'activité la Lande de St Jean 35600 Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BJ 75
- Parc d'activité la Lande de St Jean 35600 Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005517720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité à Sainte Marie de Redon est un site de stockage de produits finis issus du site industriel de Redon.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité de l'installation au dossier déposé

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures de sécurité sur le stockage de briquets	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 8.3.2	Sans objet
2	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 8.3.8 + 8.4.9	Sans objet
3	Réserve eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 7.3.4	Sans objet
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 7.3.5	Sans objet
5	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 4.3.4	Sans objet
6	Documentation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est conforme aux prescriptions de son arrêté d'autorisation, seules des pistes d'amélioration sont proposées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures de sécurité sur le stockage de briquets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment doit présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 ;</li><li>- l'ensemble de la structure présente les caractéristiques R 15 ;</li><li>- en ce qui concerne la toiture, les poutres et les pannes sont au minimum R 15 ; les autres éléments porteurs sont réalisés au minimum en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux au minimum B S3 d0 avec pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture hors poutres et pannes satisfait la classe et l'indice Broof (t3).</li></ul> Le bâtiment ne comporte pas de plancher haut ni de mezzanine. Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leur dispositif de recoupement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.
<b>Constats :</b> Les parois du bâtiment sont construites en matériaux A2s1d0, les murs sont REI120, la toiture Broof (t3) et la charpente REI30. L'étude de ruine a été réalisée et les conclusions sont conformes aux attentes de l'inspection, à savoir absence de ruine en chaîne et de ruine vers l'extérieur. Le bâtiment ne présente aucune mezzanine ni de plancher haut.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 8.3.8 + 8.4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre incendie sur bâtiment stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment de stockage des briquets avant expédition est équipé d'au moins : <ul style="list-style-type: none"><li>- de deux extincteurs à poudre de 50 kg sur roue ;</li><li>- de Robinets d'Incendie Armés situés à proximité des issues ;</li><li>- d'un système d'arrosage sprinkler.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les extincteurs poudre sont en place, les RIA également ainsi que le sprinklage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Réserve eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- de réseaux sprinkler dans les bâtiments de production et de stockage ;</li><li>- d'une réserve en eau spécifique équipée en accord avec le service d'incendie et de secours. Le volume de la réserve est de 1144 m3 minimum. Il peut être réduit à 600 m3 tant que le parc butane n'est pas construit, ou si la capacité de réalimentation issue du réseau d'alimentation public est d'au moins 300 m3/h ;</li><li>- d'une pomperie incendie capable de fournir un débit total de 450 m3/h avec une pression en sortie de 8 bar minimum. La pomperie est secourue en cas de perte d'alimentation électrique sur le réseau public. Une pompe de secours permet de prendre le relais en cas de défaillance de la pompe en service ;</li><li>- d'un réseau d'incendie interne. Le réseau est conçu de telle sorte que tout point du site à protéger (bâtiment, installation classée, matière combustible), se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le parc butane n'étant pas encore sur site, seuls 600 m3 de réserve incendie sont nécessaires. Cette réserve est en place et, conformément à l'arrêté préfectoral, elle est reliée à une pomperie assurant un débit de 450m3/h. Le bâtiment de stockage est sprinklé. Le réseau d'incendie interne est bien présent et répond aux prescriptions sur l'éloignement maximal du bâtiment de tout PI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.  Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.
<b>Constats :</b> Le dispositif de désenfumage est en place, ce dernier est déclenché à 183°C. Le sprinklage lui se déclenche à 64°C.  Le fait de déclencher le sprinklage avant le désenfumage est en contradiction avec les conclusions de l'étude OSMOSE réalisée par la fédération française des métiers de l'incendie. ( <a href="https://www.ffmi.asso.fr/wp-content/uploads/2021/01/Etude-Osmose_Desenfumage-naturel.pdf">https://www.ffmi.asso.fr/wp-content/uploads/2021/01/Etude-Osmose_Desenfumage-naturel.pdf</a> )  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant prendra connaissance de cette étude et analysera l'impact en termes d'efficacité sur l'évacuation des salariés et l'intervention des services de secours extérieurs d'une mise en œuvre du désenfumage préalablement au sprinklage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Rétention des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction incendie sont collectées dans un bassin de rétention d'une capacité minimale de 1150 m3 qui comporte un système de surverse dans le bassin d'orage.
<b>Constats :</b> Le bassin de rétention des eaux d'extinction distinct du bassin d'orage présente un volume de 1200 m3, la vanne d'obturation est reliée à la détection incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Documentation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le système de gestion de la sécurité est intégré à la politique de prévention des accidents majeurs. La formalisation du document est, dans une première analyse, conforme aux attentes mais fera l'objet d'inspections spécifiques sur son contenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite